Préambule

Objectifs et contenu principal:

En substance, trois domaines thématiques sont concernés par la présente modification de la loi de Vienne de 2020 relative aux manifestations:

- La protection de l'environnement contre les impacts négatifs doit être renforcée lors des manifestations. L'objectif est de veiller à ce que les manifestations respectent autant que possible l'environnement. Le concept de déchets lors de manifestations doit être étendu aux aspects de la protection de l'environnement, tels que des mesures d'incitation à l'utilisation des transports publics et à la réduction de la consommation d'énergie.
- Des mesures de sensibilisation préventives sont normalisées pour prévenir le harcèlement des spectateurs lors de certaines manifestations. Des agents de sensibilisation doivent être désignés. Pour les manifestations d'une capacité de 5 000 spectateurs, des mesures de sensibilisation doivent être incluses dans le concept de sécurité.
- La protection des grands lieux de manifestations qui existent depuis longtemps et qui sont importants pour Vienne doit être inscrite dans la loi, dans la mesure où ils peuvent continuer à être exploités même si des constructions se rapprochent, s'ils respectent les dispositions légales en vigueur jusqu'à présent ou les autorisations délivrées par voie de décision officielle.

En outre, quelques modifications mineures supplémentaires ont été apportées, sur la base des expériences recueillies lors de la mise en œuvre de la Wr. VG.

Impact du règlement:

Impacts financiers:

La modification de la loi de Vienne de 2020 relative aux manifestations n'a pas de conséquences financières directes pour la ville de Vienne.

Le gouvernement fédéral autrichien et les autres autorités locales ne supporteront aucun coût supplémentaire du fait de la modification de la loi en question.

– Implications pour les districts :

Aucune.

Incidences sur la politique économique :

– Impact sur l'emploi et le statut de l'Autriche en tant que lieu d'affaires:

Néant.

– Autres incidences sur la politique économique:

Aucune.

– Implications en matière d'environnement, de protection des consommateurs et de politique sociale:

Les mesures de protection de l'environnement lors des manifestations seront renforcées.

Incidences spécifiques sur les hommes et les femmes:

Aucune.

Relation avec la législation de l'UE :

La directive (UE) 2015/1535 est affectée par la normalisation visant à éviter les groupes électrogènes et les canons à chaleur fonctionnant à l'essence et au diesel, par l'utilisation de matériaux écologiques lors de manifestations et par la restriction de l'utilisation de mises dans les machines de jeux.

Caractéristiques spécifiques de la procédure législative:

Sur la base de ces réglementations techniques, le projet doit être soumis à la Commission européenne pour notification avant la décision du Parlement viennois.

Analyse d'impact relative à la protection des données au titre du règlement général sur la protection des données:

Non requise.

Exposé des motifs

I. Dispositions générales

Considérations clés:

En substance, trois domaines thématiques sont concernés par la présente modification de la loi de Vienne de 2020 relative aux manifestations:

- La protection de l'environnement contre les impacts négatifs doit être renforcée lors des manifestations. L'objectif est de veiller à ce que les manifestations respectent autant que possible l'environnement. Il convient de veiller à utiliser une technologie événementielle et un éclairage économes en énergie et respectueux de l'environnement et à maintenir la consommation d'énergie le plus bas possible. Il convient d'éviter les appareils générateurs de gaz (par exemple, les groupes électrogènes, les canons à chaleur) utilisés principalement lors de manifestations en plein air et, si possible, d'utiliser à la place des dispositifs pouvant être connectés au réseau électrique.
Dans le cas de manifestations pouvant accueillir plus de 2 000 spectateurs au total, le concept de déchets déjà requis devrait être complété par des aspects liés à l'environnement (par exemple, des mesures pour l'utilisation des transports publics, la réduction de la consommation d'énergie ou l'utilisation économe de l'eau, etc.).
- Des mesures de sensibilisation préventives sont normalisées pour prévenir le harcèlement des spectateurs lors de certaines manifestations. Des agents de sensibilisation doivent être désignés. Pour les manifestations d'une capacité de 5 000 spectateurs, des mesures de sensibilisation doivent être incluses dans le concept de sécurité.
Les lieux doivent être rendus plus sûrs à cet égard. Par exemple, les installations de toilettes dans les espaces extérieurs qui ne sont pas surveillées en permanence doivent être correctement éclairées de tous les côtés en l'absence de lumière du jour.
- La protection des grands lieux de manifestations qui existent depuis longtemps et qui sont importants pour Vienne doit être inscrite dans la loi, dans la mesure où ils peuvent continuer à être exploités même si des constructions se rapprochent, s'ils respectent les dispositions légales en vigueur jusqu'à présent ou les autorisations délivrées par voie de décision officielle.

En outre, quelques modifications mineures supplémentaires ont été apportées, sur la base des expériences recueillies lors de la mise en œuvre de la Wr. VG.

Conformément à l'article 15, paragraphe 1, de la B-VG, le Land de Vienne est responsable de l'adoption de la modification de la loi de Vienne de 2020 relative aux manifestations.

Les modifications n'entraînent aucun coût financier supplémentaire pour le gouvernement fédéral autrichien ou le Land de Vienne.

La modification doit être soumise à la Commission européenne conformément aux dispositions de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information avant que la décision ne soit prise au Parlement viennois, étant donné que l'article 32, paragraphe 1, stipule que l'utilisation d'appareils générateurs de gaz (par exemple, les groupes électrogènes, les canons à chaleur) n'est autorisée que si le raccordement à un réseau électrique entraînerait un effort technique disproportionné par rapport au bénéfice environnemental ou s'il n'est pas raisonnable d'un point de vue économique. En outre, l'article 32, paragraphes 3 et 4, dispose que des mesures relatives à l'environnement et aux déchets, telles que l'utilisation de matériaux écologiques et d'articles promotionnels respectueux de l'environnement, ainsi que des mesures visant à prévenir les déchets, doivent être prises lors de manifestations pouvant accueillir plus de 2 000 spectateurs. Enfin, l'article 15, paragraphe 2, prévoit des restrictions concernant les machines de jeux.

II. Dispositions spécifiques

Concernant l'article I, point 1 (table des matières):

L'ancien article 32 sur les déchets et les produits réutilisables a été complété de manière générale par l'obligation de tenir compte autant que possible de la protection de l'environnement lors de l'organisation de manifestations et de présenter un concept environnemental pour les manifestations pouvant accueillir plus de 2 000 spectateurs au total. Le titre a donc été remplacé par «Manifestations respectueuses de l'environnement».

Article I, point 2 (article 4, paragraphe 2, point 1):

Étant donné que les représentations théâtrales dans les salles et les tentes comportent plus de risques que les représentations théâtrales en plein air, l'obligation de déclaration expresse des représentations théâtrales d'une capacité de plus de 50 spectateurs est donc limitée aux manifestations dans les salles et les tentes. Toutefois, l'obligation de déclaration des représentations théâtrales en plein air (également moins de 300 spectateurs simultanément) est toujours possible dans des cas individuels, par exemple en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point 10.

Article I, point 3 (article 4, paragraphe 2, point 3):

Étant donné que les projections de films et les projections similaires à l'extérieur ou dans des tentes ont un potentiel plus élevé de causer des nuisances déraisonnables à l'environnement par le biais d'émissions sonores que celles tenues dans des salles, celles-ci sont expressément soumises à déclaration. L'exception, qui est limitée aux émissions de télévision dans les salles, est donc étendue aux projections de films dans les salles dans la mesure où celles-ci ne sont plus expressément soumises à déclaration. En outre, l'obligation de déclaration peut découler, par exemple, des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, point 10 (également pour les manifestations pouvant accueillir moins de 200 ou 120 spectateurs simultanément).

Article I, points 4 et 23 (article 5, point 1 et article 23, paragraphe 8):

Il n'est pas nécessaire de déclarer les représentations musicales en plein air ou dans des tentes aux autorités à l'avenir si elles ont déjà été approuvées en vertu de la législation sur les manifestations.

Article I, point 5 (article 6, paragraphe 2, article 7, paragraphe 1, article 10, paragraphe 5 et article 14, paragraphe 2):

La mention de la Suisse dans le contexte de l'EEE est justifiée par l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE (ALCP) et ses États membres.

Article I, points 6, 9, 24, 33, 40, 41, 42, 44, 48:

Les références à d'autres dispositions légales ont été mises à jour.

Article I, point 7 (article 6, paragraphe 6):

Étant donné que la reconnaissance d'un organisateur dans la procédure de déclaration (simplifiée) est délivrée au moyen d'une notification officielle, un changement d'organisateur doit également être reconnu au moyen d'une notification officielle si les exigences personnelles sont remplies.

Article I, point 8 (article 6, paragraphe 7):

Étant donné que la succession légale du droit en tant qu'organisateur en cas de réorganisation n'était pas réglementée auparavant par la loi, elle est désormais définie à l'article 6, paragraphe 7.

Article I, point 10 (article 7, paragraphe 2):

Le libellé est modifié en ce sens qu'il ne s'agit pas d'un cumul, mais plutôt que l'absence alternative d'exigences devrait entraîner l'interdiction en tant qu'administrateur délégué en vertu de la loi sur les manifestations.

Article I, point 12 (article 12):

Les responsables doivent être expressément autorisés par l'organisateur à accepter des documents officiels à l'avenir. Dans la pratique administrative, cela facilite la remise de documents officiels lors de la manifestation.

En ce qui concerne l'article I, points 13 et 14 (article 15, paragraphes 1 et 2):

La définition d'une machine de jeux est modifiée dans la mesure où le respect des exigences légales, telles que la mise maximale spécifiée par jeu, n'est pas nécessaire pour qualifier une machine de machine de jeux. La liste détaillée des conditions auxquelles une telle machine est soumise par la loi se trouve à présent au paragraphe 2.

En raison de l'inflation, la mise maximale autorisée par jeu a été portée à 2 euros. Dans l'intérêt de la protection des joueurs et des jeunes, la mise maximale autorisée pour les machines de jeux qui offrent une récompense sous forme de marchandises en cas de succès du jeu a été maintenue au même niveau qu'auparavant, car ces machines de jeux présentent un potentiel de dépendance accru. L'expérience montre que les jeunes et les joueurs compulsifs continuent de jouer jusqu'à ce qu'ils reçoivent un objet, tel qu'une peluche ou un article comparables, en guise de «prix». Dans la plupart des cas, cependant, leurs dépenses financières dépassent de loin la valeur du prix.

Article I, point 16 (article 18, paragraphe 4):

Étant donné que les ascenseurs font l'objet d'une procédure de notification et non d'une procédure d'autorisation conformément à la loi de Vienne de 2006 sur les ascenseurs (WAZG 2006), l'article 18, paragraphe 4, a été adapté à cet effet.

En ce qui concerne l'article I, points 17 et 18 (article 18, paragraphe 7):

L'autorité peut désormais accorder d'office une dérogation à l'état de la technique et non plus seulement après une demande motivée. Afin d'éviter tout contournement, les conditions d'autorisation d'une mesure organisationnelle sont adaptées en ce sens qu'une manifestation temporaire mais régulière rend une telle mesure irrecevable.

Article I, point 19 (article 20, paragraphe 4):

Dans une ville en pleine croissance comme Vienne, de nouveaux bâtiments résidentiels sont également construits à proximité de lieux de manifestations qui existent déjà depuis longtemps. Cela peut entraîner une réduction de la distance entre les lieux de manifestation et les logements les plus proches des résidents, qui doivent servir de point d'immission pour évaluer l'admissibilité du bruit. Pour les manifestations organisées à l'extérieur et dans des tentes, les niveaux de bruit admissibles sont déterminés par les niveaux d'immission visés à l'article 23, paragraphes 3 et 4, de la Wr. VG, qui sont basés sur les directives de protection contre le bruit pour les manifestations publiées par l'Agence fédérale autrichienne de l'environnement (<https://www.umweltbundesamt.at/fileadmin/site/publikationen/REP0310.pdf>). Ces niveaux d'immission doivent être maintenus à l'extérieur des fenêtres des pièces les plus proches utilisées par des résidents, c'est pourquoi une réduction de la distance entre la source d'émission et les nouveaux bâtiments entraînerait un conflit entre les valeurs limites d'immission légalement prévues et les valeurs d'immission approuvées pour le lieu de manifestation existant. Par conséquent, il était nécessaire de déterminer pour ces cas que, en cas de développement résidentiel, les manifestations précédemment autorisées ou permises pour un tel lieu ne soient pas considérées comme inacceptables.

Toutefois, l'étendue de la protection accordée par l'article 18, paragraphe 1, point 3, en ce qui concerne les nuisances déraisonnables dans le voisinage ne peut être limitée que si un autre intérêt peut être considéré comme prépondérant. Il a donc été procédé à une évaluation des intérêts entre, d'une part, les intérêts publics liés aux grands lieux de manifestation existant depuis longtemps, tels qu'une grande importance historique, culturelle, économique ou touristique pour Vienne, et, d'autre part, l'intérêt de protéger les environs contre les nuisances sonores. Si, par exemple, quelques concerts en plein air sont organisés à Vienne chaque année pour plusieurs dizaines de milliers de spectateurs, auxquels des artistes de renommée internationale sont invités, un tel événement a un impact positif sur l'ensemble de la ville de Vienne, en plus de son importance culturelle, sur le tourisme et la situation économique des établissements d'hébergement et de restauration à Vienne, d'autant plus qu'un grand nombre de spectateurs externes se rendent dans la ville pour ces concerts. Il existe en outre des lieux de manifestation de taille moyenne qui sont établis depuis des décennies qui s'adressent à certains segments de la population de Vienne et d'autres Länder autrichiens avec un programme culturel spécial. Lors de

l'évaluation de ces intérêts publics et de l'intérêt de la zone environnante pour la protection contre la pollution sonore, il a été considéré que l'existence de tels lieux était connue lors de la construction ultérieure de nouveaux logements et que, par conséquent, la décision de vivre dans l'un de ces bâtiments a été prise en sachant que les événements associés aux émissions sonores dans la zone environnante se produiraient à une fréquence précédemment autorisée. Dans ce sens, les lignes directrices sur la protection contre le bruit pour les manifestations publiées par l'Agence fédérale autrichienne de l'environnement font également valoir que «l'attitude du voisin affecté à l'égard de la manifestation en question est un facteur important dans son degré de perturbation». «Ainsi, en règle générale, les effets des manifestations dont l'importance pour le bien commun est reconnue sont perçus par les personnes concernées comme moins gênants que les bruits provenant d'autres sources» (Agence fédérale autrichienne de l'environnement, Directive sur la protection contre le bruit des manifestations, REP-0310, Vienne 2011, p. 10).

Il semble donc approprié de permettre à de tels lieux d'organiser des manifestations dans la mesure où cela était précédemment autorisé ou permis en ne tenant pas compte des bâtiments nouvellement construits dans l'évaluation du caractère raisonnable, d'autant plus qu'un risque pour la santé et la vie conformément à l'article 18, paragraphe 1, point 2, de la Wr. VG doit continuer à être utilisé comme un intérêt protecteur dans la détermination de l'adéquation également pour de telles situations. L'exigence selon laquelle il s'agit de lieux qui existent depuis 30 ans ou plus découle du fait que l'importance particulière de ces lieux devient évidente lorsqu'ils durent au-delà d'une génération et ont donc plus qu'une signification temporaire. En raison de l'exigence d'objectivité, il est également nécessaire de définir une certaine taille minimale pour ces lieux. Le chiffre d'au moins 1 000 spectateurs repose sur le fait que la loi de Vienne de 2020 relative aux manifestations part du principe qu'à partir de 1 000 spectateurs, on est en présence d'une catégorie de manifestations plus élevée, car pour celles-ci, des mesures plus étendues sont nécessaires pour la réalisation d'une telle manifestation que pour des manifestations plus petites (par exemple, le règlement intérieur ou le règlement du site conformément à l'article 27 ou les services sanitaires conformément à l'article 30, paragraphe 2). La plupart des grandes salles de spectacles musicaux établies disposent de plus de 1 000 sièges (Opéra d'État de Vienne, Volksoper, Theater an der Wien, Ronacher, Raimund Theater, Arena Wien, Wiener Stadthalle, Konzerthaus, Musikverein, etc.).

Le moment déterminant pour la construction des logements ajoutés ultérieurement est le dépôt de l'avis d'achèvement (article 128 du BO pour Vienne).

En ce qui concerne l'article I, point 20 (article 23, paragraphe 3):

La formulation a été adaptée aux lignes directrices sur la protection contre le bruit lors de manifestations de l'Agence fédérale autrichienne de l'environnement, Vienne 2011, dans la mesure où le lieu de référence n'est pas chaque pièce de bâtiments, mais celles des résidents. En outre, cette ligne directrice permet de déplacer le début de la période nocturne de 22 heures à 23 heures pendant la période de l'heure d'été réglementée par la loi, à condition que la manifestation soit suivie d'un repos nocturne suffisamment long. Cette possibilité a été limitée dans la mesure où elle n'est pas autorisée dans les zones à usage de catégorie 1 (zone de repos, zone de cure, hôpital) et 2 (zones résidentielles en banlieue et zones résidentielles rurales à faible trafic, lotissements de jardins, jardins familiaux), étant donné que dans ces zones, le besoin de calme ne dépend pas de l'heure d'été ou que l'expérience montre que le bruit ambiant est faible.

Article I, points 21 et 25 (article 23, paragraphe 4, et article 24, paragraphe 3, point 4):

Il est stipulé par la loi que les valeurs limites de bruit de l'article 23, paragraphe 4, tableau 2, s'appliquent à la nuit de la Saint-Sylvestre au Nouvel An jusqu'à 2 heures du matin. De même, les heures de fermeture de la Saint-Sylvestre au Nouvel An sont ajustées en conséquence, l'expérience ayant montré que la population de Vienne tolère la pollution sonore plus longtemps pendant la nuit de la Saint-Sylvestre.

Article I, point 22 (article 23, paragraphe 6):

À l'avenir, les preuves d'insonorisation ne devront être présentées par l'organisateur que si l'autorité l'exige. Ainsi, dans les cas visés aux points 4 et 5, il n'est plus obligatoire pour l'organisateur de présenter des preuves d'insonorisation dans le cadre de la procédure.

Article I, point 26 (article 24, paragraphe 4):

La possibilité a été créée de prolonger cette heure de fermeture sur les lieux de la manifestation avec une heure de fermeture généralement approuvée selon la Wr. VG.

Article I, points 28, 31, 33 et 36 (article 26, paragraphes 5 et 6, article 27, paragraphe 4, point 6, article 28, paragraphe 7, article 31, paragraphe 2, points 11 et 12):

Concernant l'article 26, paragraphes 5 et 6:

Afin de protéger les spectateurs contre le harcèlement lors de manifestations, un concept de sensibilisation doit être élaboré par l'organisateur et des agents de sensibilisation doivent être désignés si les éléments suivants de manifestation sont présents de manière cumulative: 1. Spectacles musicaux, 2. Piste de danse ou espace debout devant la scène, 3. Service d'alcool, et 4. Fin de la manifestation après 21h. Si ces éléments de manifestation sont majoritairement présents au regard de l'ensemble de la manifestation, il faut s'attendre, selon les expériences de la vie quotidienne, à ce que le potentiel de risque de harcèlement soit plus élevé, car à la fois le seuil d'inhibition des spectateurs pourrait être affecté par l'alcool, et le risque de harcèlement est plus élevé en raison de la distance physique naturellement plus faible que, par exemple, dans le cas de rangées de sièges. En raison des éléments de manifestation sélectionnés, ce règlement s'applique donc principalement aux concerts et aux discothèques. Ne sont pas concernées, par exemple, les fêtes de rue qui proposent différentes stations pour les adultes ou les enfants et dont l'une des stations est, par exemple, une scène sur laquelle de la musique est jouée.

Le concept de sensibilisation doit au moins définir une chaîne de sauvetage et son déclenchement. Les spectateurs doivent être informés de la manière dont la chaîne de sauvetage est déclenchée de manière appropriée. Par exemple, les informations peuvent être affichées à des endroits stratégiques dans le lieu de la manifestation ou des dépliants contenant les informations peuvent être distribués à l'entrée (voir détails ci-dessous concernant l'article 31, paragraphe 2, points 11 et 12).

Le nombre d'agents de sensibilisation à désigner dépend du nombre de spectateurs pouvant assister à une manifestation simultanément et sera augmenté proportionnellement. Toutefois, pour les manifestations pouvant accueillir simultanément 5 000 spectateurs et pour lesquels un concept de sécurité doit donc être élaboré conformément à l'article 31 de la Wr. VG, le nombre d'agents de sensibilisation doit être spécifié dans un concept de sensibilisation qui fait partie du concept de sécurité. Il convient d'appliquer ici une norme proportionnée, en vertu de laquelle moins de six agents de sensibilisation seraient en tout état de cause disproportionnés. Les agents de sensibilisation peuvent également remplir d'autres fonctions, à condition que cela n'entrave pas leur travail en tant qu'agents de sensibilisation. Au moins une personne désignée sur deux doit être une femme. Les agents de sensibilisation doivent être équipés d'appareils de communication prêts à la réception à tout moment en cas d'urgence.

Concernant l'article 27, paragraphe 4, point 6:

Si des agents de sensibilisation sont désignés conformément à l'article 26, paragraphes 5 et 6, le règlement intérieur et le règlement du site doit prévoir la disponibilité d'un agent de sensibilisation. En outre, le règlement intérieur et le règlement du site doivent inclure des informations pour les spectateurs sur le déclenchement d'une chaîne de sensibilisation au sauvetage.

Concernant l'article 28, paragraphe 7:

Pour réduire le risque de harcèlement avant ou après l'utilisation des toilettes dans les espaces extérieurs qui ne sont pas fréquentés en permanence, celles-ci doivent être suffisamment éclairées de tous les côtés en l'absence de lumière du jour. Un éclairage adéquat signifie un éclairage qui assure une visibilité claire de la zone entourant les installations des toilettes. Une flamme nue ou seulement un éclairage sélectif ne suffit donc pas. Cette obligation ne s'applique pas si les installations de toilettes sont constamment surveillées par une personne pendant la manifestation, car leur présence offre une sécurité accrue.

Concernant l'article 31, paragraphe 2, points 11 et 12:

Pour les événements pouvant accueillir simultanément 5 000 spectateurs ou plus et auxquels les éléments de manifestation visés à l'article 26, paragraphe 5, sont cumulatifs et prédominants par rapport à la manifestation dans son ensemble, un concept de sensibilisation visant à prévenir le harcèlement des spectateurs doit être ajouté au concept de sécurité. Le concept de sensibilisation doit inclure le nombre nécessaire d'agents de sensibilisation et les mesures de sensibilisation nécessaires.

Cela inclut la fourniture obligatoire d'une chaîne de sauvetage. Une chaîne de sauvetage est une séquence détaillée d'actions, dont le début est déclenché par un mécanisme prédéterminé communiqué aux spectateurs, tel que l'énonciation d'un mot de code. Les mesures individuelles de la chaîne de sauvetage doivent s'interconnecter et viser à retirer immédiatement les spectateurs harcelés de la situation de

harcèlement. En tout état de cause, des espaces sécurisés supervisés constitueraient également une bonne mesure de sensibilisation pour les personnes touchées. Il peut s'agir, par exemple, de salles ou de tentes spécialement équipées à l'intérieur du site.

Le concept de sensibilisation doit également inclure des mesures visant à éclairer de manière adéquate ou à rendre inaccessibles les espaces extérieurs difficiles à voir en l'absence de lumière du jour.

Les autorités vérifient l'exhaustivité et le caractère concluant du concept de sensibilisation au cours de la procédure.

Concernant l'article I, points 29, 30 et 32 (article 27):

À l'avenir, l'autorité devrait être en mesure de décider au cas par cas pour les sites plus petits, avec une évaluation générale de l'adéquation pour les sites plus petits, si un règlement de site doit être créé. En outre, le paragraphe 2 stipule qu'en cas de modification du règlement intérieur ou du règlement du site, il est pris acte de la décision par une notification.

En outre, le pouvoir déjà existant des organes de surveillance de la police de Vienne d'expulser des personnes du lieu de la manifestation en cas d'infractions déterminées a été complété par la possibilité d'exécuter l'expulsion par la force coercitive directe si nécessaire.

Concernant l'article I, points 37 et 38 (article 32):

Les première et deuxième phrases de l'article 32, paragraphe 1, stipulent que l'objectif est de minimiser autant que possible l'impact sur l'environnement lors de l'organisation de manifestations. Il convient de veiller à utiliser une technologie événementielle et un éclairage économes en énergie et respectueux de l'environnement et à maintenir la consommation d'énergie le plus bas possible. Cet objectif s'adresse (par nature) en premier lieu aux organisateurs et trouve son sens dans la prise de conscience de la protection de l'environnement et dans les futures questions d'interprétation.

La dernière phrase de l'article 32, paragraphe 1, dispose que l'utilisation d'appareils générateurs de gaz (par exemple, les groupes électrogènes, les canons à chaleur) n'est autorisée que si le raccordement à un réseau électrique entraînerait un effort technique disproportionné par rapport bénéfice environnemental ou s'il n'est pas raisonnable d'un point de vue économique. L'interdiction des appareils générateurs de gaz vise à réduire les nuisances sonores et olfactives afin de protéger les spectateurs, l'environnement et la nature directement affectée. En outre, l'interdiction vise à lutter contre la contamination des sols. La réduction du bruit, des odeurs et de la pollution sert donc indirectement à protéger l'environnement. En tant qu'effet secondaire, mais pas en tant que priorité, l'interdiction aura un impact positif sur la qualité de l'air. Les législateurs nationaux et provinciaux peuvent prendre en compte dans leur réglementation tous les objectifs publics et donc également administratifs de l'autre autorité régionale respective (autorité de considération; voir VfSlg. 13.326).

L'article 32, paragraphes 2 et 3, étend le concept de gestion des déchets à un concept environnemental. Le contenu minimal des aspects environnementaux dans le concept d'environnement et de déchets est énuméré au paragraphe 3. Le point 1 concerne les mesures visant à créer des incitations à utiliser les transports publics ou la bicyclette pour se rendre sur les lieux de la manifestation. Une incitation pour les transports publics serait, par exemple, que le billet de la manifestation soit également valable comme billet de transports publics. Une autre mesure consisterait à ce que l'organisateur explique et recommande, dans le cadre de sa communication avec les spectateurs (par exemple via le site Internet, l'application de billetterie, des affiches, etc.), la possibilité d'arriver et de repartir avec les transports en commun. En particulier, si l'on s'attend à ce que de nombreux spectateurs se rendent à Vienne depuis l'étranger, ces informations devraient également être proposées dans des langues étrangères. Une autre mesure serait la mise à disposition d'installations de stationnement pour bicyclettes à proximité du site.

L'article 32, paragraphe 3, point 2, de la Wr. VG cite des mesures de réduction de la consommation d'énergie comme composante obligatoire supplémentaire du concept de gestion de l'environnement et des déchets. À titre d'exemple, on peut citer le choix de locaux nécessitant peu d'énergie pour le chauffage et/ou le refroidissement et pouvant être ventilés de manière économe en énergie, ou l'utilisation d'équipements économes en énergie. Le point 3 prévoit la mention obligatoire de mesures pour une utilisation économe de l'eau. Un exemple serait l'utilisation d'appareils et d'installations sanitaires économes en eau. Article 32, paragraphe 3 Le point 4 fait référence à des mesures pour l'utilisation de matériaux écologiques, tels que les décorations écologiques, les bâtiments temporaires réutilisables et les produits de nettoyage écologiques. Une mesure pourrait donc être de choisir des matériaux de construction et des décorations durables, recyclables et écologiques. Si l'organisateur propose des articles

promotionnels aux spectateurs, ceux-ci doivent être respectueux de l'environnement. Le point 6 fait référence à la protection du sol et de la végétation lors de manifestations en plein air. Les mesures à prendre pour s'assurer que le sol et la végétation ne sont pas endommagés par la manifestation, par exemple par le rejet de substances chimiques, ou par l'utilisation d'arbres pour installer les équipements d'éclairage, doivent être indiquées. Enfin, le point 7 stipule que le concept d'environnement et de déchets doit également inclure des mesures visant à garantir que les aliments et les boissons sont servis de manière efficace dans l'utilisation des ressources. Il s'agit par exemple d'éviter la distribution d'emballages de portions. Typiquement, ceux-ci sont proposés lors de la distribution de ketchup, de mayonnaise, de moutarde, de confiture ou de crème à café, mais ils pourraient également être distribués sans emballage individuel dans un souci de préservation de l'environnement. Éviter les systèmes de capsules de café et fournir de l'eau du robinet (Wiener Hochquellwasser) constitueraient des mesures supplémentaires de protection de l'environnement.

Article I, point 39 (article 36, paragraphe 3):

Étant donné que la restriction de l'installation d'un maximum de trois machines de jeux dans les lieux publics de divertissement ne s'applique déjà pas en vertu de l'article 36, paragraphe 3, il est précisé que l'article 15, paragraphes 4 et 5, concernant les conditions d'une dérogation à la restriction de l'installation de machines de jeux à un maximum de trois unités dans les lieux publics de divertissement ne s'applique pas non plus (article 15, paragraphes 4 et 5, ne s'applique qu'aux lieux autres que les lieux publics de divertissement).

Article I, point 44 (article 41, paragraphe 8):

Le respect futur des exigences ou des mesures, nécessaire à la révocation des mesures coercitives et de sécurité peut se faire indépendamment du destinataire de la mesure coercitive, étant donné qu'un changement d'organisateur peut être intervenu entre-temps ou que le propriétaire est autorisé à disposer du lieu de la manifestation.

Article I, point 46 (article 43, paragraphe 1, point 6):

Depuis que le concept de déchets a été élargi pour inclure un concept environnemental, la terminologie a également été adaptée dans l'infraction pénale.

Article I, point 47 (article 43, paragraphe 2, point 9):

Il est précisé que les violations des conditions imposées par les avis officiels en vertu de la loi sur les manifestations, qui continue de s'appliquer en vertu de l'article 47, paragraphe 1, sont également punissables par la loi.

Article I, point 48 (article 43, paragraphe 3, point 4):

L'infraction pénale relative aux machines de jeux visée à l'article 43, paragraphe 3, point 4, est étendue dans la mesure où toute violation de l'article 15 relève désormais de cette infraction pénale. Toutefois, cela ne change rien au fait que la violation des dispositions de l'article 15, paragraphes 4 et 5, était déjà passible de la même peine en vertu de l'article 43, paragraphe 3, point 12, avant même la présente modification.

Article I, point 50 (suppression de l'article 45, point 4):

Les données du registre des délits financiers sont nécessaires à l'application de la Wr. VG.

Article I, point 51 (article 47, paragraphe 10):

Pour les sites existants, une période transitoire d'un an est prévue pour l'extension du concept de gestion des déchets au concept environnemental.